

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 70.
N° 21.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 1
NO NOVEMA 1921.

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS	3 MOIS
Etablissements français de l'Océanie.	20 fr.	11 fr.	6 fr.
France, Colonies et Union postale. . .	26 fr.	14 fr.	8 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie, à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : VOIR AUX ANNONCES

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	0 50
Les mêmes, renouvelées : la ligne....	0 25
Annonces commerciales et avis divers : la ligne.....	1 »
Les mêmes, renouvelés : la ligne.....	0 50

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

1921	ACTES DU POUVOIR CENTRAL	Pages
26 octobre.....	Arrêté promulguant dans la Colonie les articles 47 et 48 de la loi du 29 avril 1921.....	335
27 octobre.....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 23 juillet 1921, complétant les dispositions de l'article 178 du règlement du 14 janvier 1869 sur la comptabilité des dépenses du Ministère de la Marine et des Colonies.....	336
11 mai.....	Dépêche ministérielle.— Service des pensions.....	337
	ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL	
17 octobre.....	Décision chargeant M. le Secrétaire Général Thaly d'exercer par intérim les fonctions de Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie.....	338
18 octobre.....	Arrêté approuvant le Compte administratif des recettes et des dépenses du Service Local (Exercice 1920).....	338
18 octobre.....	Arrêté autorisant un prélèvement sur la Caisse de réserve d'une somme de 233.479 fr. 64.....	338
20 octobre.....	Arrêté portant de 40.000 francs à 22.500 francs, pour l'année 1921, la subvention allouée à la Commune de Papeete pour participation de la Colonie dans les dépenses d'entretien de la rue de Rivoli.....	339
20 octobre.....	Décision chargeant M. Chadourne (Marc) de la légalisation des actes à transmettre hors de la Colonie et de ceux venant de l'étranger.....	339
22 octobre.....	Arrêté ouvrant au Budget autonome de l'Hôpital civil de Papeete, exercice 1921, divers crédits supplémentaires s'élevant ensemble à la somme de 35.000 francs.....	339
22 octobre.....	Arrêté prononçant la fermeture des Cercles "Si Ni Tong", "Association philanthropique chinoise" et "Kuo Min Tang".....	339
22 octobre.....	Arrêté modifiant l'article 1 ^{er} de l'arrêté du 1 ^{er} avril 1914, sur la tenue de la comptabilité de la pharmacie de l'Hôpital civil.....	340
28 octobre.....	Arrêté fixant à 1.000 francs l'avance à faire à l'Econome de l'Hôpital civil, pour menues dépenses.....	340
Extraits.....		340
	AVIS OFFICIELS	
	Service Topographique. — Avis.....	342
	Service des Contributions. — Avis.....	342
	Inscription maritime. — Avis.....	343
	Etat des sommes perçues, par souscriptions publiques, pour l'érection d'un monument à la mémoire des enfants des Etablissements français de l'Océanie morts pour la Patrie (suite).....	343

PARTIE NON OFFICIELLE

STATISTIQUES

Statistiques démographiques de la Commune de Papeete, du mois de septembre 1921.....	343
--	-----

Situation financière de la Caisse Agricole, au 1 ^{er} octobre 1921.....	344
Situation financière de la Banque de l'Indo-Chine, au 30 septembre 1921.....	344
Observations météorologiques du mois de septembre 1921.....	346
Annonces judiciaires.....	345
— commerciales et avis divers.....	346

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie les articles 47 et 48 de la loi du 29 avril 1921.

(Du 26 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;

Vu les articles 47 et 48 de la loi du 29 avril 1921 (portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1920) ;

Vu la circulaire ministérielle n° 50, du 30 mai 1911 (Sous-Secrétariat d'Etat chargé des Ports, de la Marine marchande — Ministère des Travaux publics),

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécutés selon leur forme et teneur, les articles 47 et 48 de la loi susvisée du 29 avril 1921.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 octobre 1921.

THALY.

Articles 47 et 48 de la loi du 29 avril 1921.

Art. 47. — Le premier alinéa de l'article 11 de la loi de finances du 21 mars 1885 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les feuilles de rôles d'équipage délivrées pour les armements et les désarmements des navires de commerce, tant en France que hors de France, continueront à être vendues au profit de la Caisse des invalides de la marine. Elles seront payées d'après le tarif ci-après :

« Par feuille d'armement, quel que soit le genre de navigation, y compris la navigation de plaisance, 2 fr. ;

« Par feuille de perception des droits des invalides au désarmement, 2 fr. ;

« Par permis de circulation délivré aux bateaux d'exploitation, 2 fr. ;

« Par feuille de couverture de rôle du bord, 50 centimes. »

Ce nouveau tarif sera appliqué aux feuilles de rôles et aux feuilles-couvertures concernant les bâtiments de commerce dont l'armement ou le désarmement aura lieu à compter du premier jour du troisième mois qui suivra la promulgation de la présente loi.

Art. 48. — A compter du premier jour du deuxième mois qui suivra la promulgation de la présente loi, les redevances au profit de la Caisse des invalides de la marine, fixées par la loi du 20 juillet 1897, pour l'exercice du droit de pêche avec filets ou autres engins non prohibés, seront portées au tarif ci-après :

Pour les porteurs d'un rôle de navigation de plaisance, la redevance sera de 50 fr. pour les bâtiments de cinq tonneaux et au-dessous ; pour les embarcations ou bâtiments d'un tonnage supérieur, il sera dû 50 fr. pour les cinq premiers tonneaux, plus 5 fr. par chaque tonneau ou fraction de tonneau en sus. Pour les propriétaires munis d'un permis de circulation, la redevance sera de 25 fr. pour les embarcations de cinq tonneaux et au-dessous ; en plus du droit de 25 fr. pour les cinq premiers tonneaux, les bâtiments d'un tonnage supérieur acquitteront un droit de 2 fr. 50 par tonneau ou fraction de tonneau en sus.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 23 juillet 1921, complétant les dispositions de l'article 178 du Règlement du 14 janvier 1869 sur la comptabilité des dépenses du Ministère de la Marine et des Colonies.

(Du 27 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906 ;

Vu le décret du 23 juillet 1921, complétant les dispositions de l'article 178 du Règlement du 14 janvier 1869 sur la comptabilité des dépenses du Ministère de la Marine et des Colonies,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 23 juillet 1921, complétant les dispositions de l'article 178 du Règlement du 14 janvier 1869 sur la comptabilité des dépenses du Ministère de la Marine et des Colonies.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 octobre 1921.

THALY.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 23 juillet 1921.

Monsieur le Président.

Le vote par le Parlement, à la date du 29 avril dernier, des projets de loi portant ouverture, sur l'exercice 1920, de crédits additionnels, n'a pas permis de payer aux colonies, dans les délais normaux, un nombre fort élevé de créances qui devront être acquittées en exercice clos.

Or, le règlement du 14 janvier 1869 sur la comptabilité des dépenses du Ministère de la marine et des colonies, règlement qui est resté applicable au Ministère des colonies, lorsqu'il est devenu Ministère autonome, ne contient aucune disposition expresse permettant de faire acquitter les dépenses des exercices clos par les ordonnateurs secondaires au moyen d'ordonnances de délégation du Ministre des colonies.

Il s'ensuit que les dépenses dont il s'agit ne peuvent être acquittées qu'au moyen d'ordonnances directes qui doivent être appuyées des pièces justificatives adressées à l'Administration centrale par les ordonnateurs secondaires des colonies et des ports de la métropole.

Cette centralisation des pièces comptables occasionne un travail matériel considérable qui serait cette année particulièrement lourd en raison du chiffre important des dépenses qui n'ont pu être soldées avant la clôture de l'exercice. Nous avons estimé, dans ces conditions, qu'il serait utile que le Ministre des colonies fût autorisé à déléguer aux ordonnateurs secondaires du budget de l'Etat, tant en France qu'aux colonies, les crédits nécessaires pour le paiement des dépenses en question. Il en résultera une simplification sensible, susceptible d'entraîner un règlement plus rapide des créances en suspens, et qui, en supprimant l'envoi à Paris de nombreuses pièces comptables, facilitera la tâche des Services de l'Administration centrale des colonies. Cette façon de procéder n'est d'ailleurs pas une innovation : elle est prévue notamment par le règlement du 3 avril 1869, applicable aux dépenses du Ministère de la guerre.

Le projet de décret ci-joint fixe d'une façon précise, conformément aux indications qui précèdent, les règles qui seront dorénavant suivies pour le paiement des dépenses d'exercices clos imputables au budget du Ministère des colonies, et nous avons l'honneur de le soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions, Monsieur le Président, de vouloir bien agréer l'hommage de notre profond respect.

Le Ministre des colonies,

A. SARRAUT.

Le Ministre des finances,

PAUL DOUMER.

DÉCRET

(Du 23 juillet 1921.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique ;

Vu le règlement du 14 janvier 1869 pour servir, en ce qui concerne le département de la Marine et des colonies, à l'exécution du décret du 31 mai 1882 ;

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — L'article 178 du règlement du 14 janvier 1869 sur la comptabilité des dépenses du Ministère de la marine et

des colonies est complété, en ce qui concerne les dépenses imputables au budget du Ministère des colonies, par les dispositions suivantes :

« a) Les dépenses des exercices clos peuvent être acquittées, en France et aux colonies, soit par ordonnances directes du Ministre, soit en vertu de mandats émis par les ordonnateurs secondaires. Les crédits nécessaires pour le paiement de ces dépenses sont mis à la disposition des ordonnateurs secondaires au moyen d'ordonnances spéciales de délégation (modèle n° 1) faisant ressortir la somme à mandater au profit de chaque créancier.

« Le Ministre des finances notifie les crédits de délégation aux Trésoriers-payeurs, après avoir reconnu, au vu des états nominatifs mentionnés à l'article précédent, que les créances ordonnancées s'appliquent à des crédits restés ou mis à la disposition du Ministre des colonies.

« Les mandats sont émis au titre du chapitre des exercices clos.

« b) Les ordonnances de délégation et les mandats (modèle n° 2) émis au titre d'exercices clos relatent le numéro d'ordre donné à chaque créance sur les états nominatifs de restes à payer à la clôture de l'exercice ou sur les états supplémentaires. Ils indiquent, en outre, l'exercice ou l'année à laquelle se rapporte la créance à payer ; s'ils comprennent des créances de plusieurs années, les sommes afférentes à chacune d'elles y sont détaillées et totalisées.

« c) Les mandats pour dépenses d'exercices clos ne sont valables que jusqu'au 31 décembre de l'année pendant laquelle ils ont été émis. A défaut de paiement, l'annulation en a lieu d'office, à cette époque, par les Trésoriers-payeurs, et le réordonnement des dépenses n'est effectué que sur une nouvelle réclamation des créanciers qui doit être transmise au Ministre des colonies, en vue de la délégation des crédits correspondants.

« A la date du 31 décembre, les ordonnateurs secondaires adressent au Ministre un état (modèle n° 3) présentant, par exercice, l'emploi des crédits délégués au titres des exercices clos pendant l'année écoulée. »

Art. 2. — Le Ministre des colonies et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 23 juillet 1921.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies, Le Ministre des finances,
A. SARRAUT. PAUL DOUMER.

DÉPÊCHE ministérielle. — Service des pensions.

Paris, le 11 mai 1921.

Le Ministre des Finances à Monsieur le Gouverneur des colonies.

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur les dispositions de l'article 31 de la loi du 29 avril 1921 concernant le régime de pensions des fonctionnaires admis dans les Administrations de l'Etat après l'âge de 30 ans.

Ce texte est ainsi conçu :

« Les fonctionnaires admis dans les Administrations de l'Etat après l'âge de trente ans seront soumis aux dispositions de l'article 15 de la loi du 30 avril 1920.

« Toutefois, pour les fonctionnaires qui, avant leur admission dans les cadres, auraient déjà accompli des services admissibles

pour la constitution du droit à pension, l'âge fixé au paragraphe précédent sera augmenté d'un temps égal à la durée de ces services.

« Le délai d'option prévu au dernier paragraphe de l'article 15 de la loi du 30 avril 1920 à l'égard des fonctionnaires qui auraient déjà été soumis à des retenues au titre des pensions civiles, courra à dater de la promulgation de la présente loi. »

L'exposé des motifs du projet devenu l'article 31 précité (voir projet de loi n° 1869, page 415) permet de préciser ainsi l'objet de cette disposition :

Sous le régime de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles, les agents admis dans les Administrations de l'Etat après l'âge de trente ans se trouvent dans l'impossibilité de remplir, à l'âge normal de la cessation des fonctions, la condition de durée de service exigée pour la retraite ; l'Etat se trouve donc, pour sauvegarder leurs droits à pension, dans l'obligation de les maintenir dans les cadres jusqu'à un âge trop tardif. D'autre part, en admettant au bénéfice de la loi de 1853 des agents d'âge déjà avancé lors de leur entrée en fonctions, on risque d'imposer au Trésor la charge de pensions pour infirmités dont l'origine n'est peut-être pas dans tous les cas imputable uniquement au service.

L'article 31 de la loi du 29 avril 1921 règle la situation de ces agents en prévoyant leur affiliation à la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse, solution déjà adoptée par l'article 15 de la loi du 30 avril 1920 pour les anciens militaires réformés admis dans les Administrations de l'Etat après l'âge de 30 ans.

Par application de cette disposition nouvelle, les agents nommés après 30 ans à des fonctions conduisant à une pension civile de l'Etat seront, en règle générale, affiliés à la Caisse des retraites pour la vieillesse. Toutefois, ceux d'entre eux qui, avant leur admission dans les cadres, auraient déjà accompli des services admissibles pour la constitution du droit à pension, tels que des services militaires (article 2 de la loi du 30 décembre 1913) ou des services dans les Administrations locales (article 32 de la même loi) ou des services dans les établissements publics nationaux (article 7 de la même loi), continueront à bénéficier des dispositions de la loi de 1853, si, au moment de leur entrée dans l'Administration, ils se trouvent placés dans des conditions telles que la totalisation de leurs services leur assure, à l'âge de la retraite, la pension d'ancienneté de la loi de 1853. L'âge à envisager pour l'affiliation à la Caisse des retraites sera en ce cas reculé d'un temps égal à la durée des services admissibles dans la pension de l'Etat.

Le dernier paragraphe de l'article 31 règle l'application de cet article aux agents qui, déjà en fonctions avant sa mise en vigueur, auraient été soumis à des retenues au titre des pensions civiles. Ces agents peuvent soit demander le maintien de leur assujettissement à la loi de 1853, soit opter pour le régime de la Caisse nationale des retraites ; il leur sera accordé, pour exercer cette option, un délai de six mois comme à ceux qui étaient visés à l'article 15 de la loi du 30 avril 1920. Le point de départ de ce délai courra à dater du 30 avril 1921, jour de la promulgation de la loi du 29 avril. A défaut par eux de produire une demande avant le 1^{er} novembre 1921, il seront affiliés d'office à la Caisse Nationale des retraites avec effet du jour de leur entrée en fonctions.

Je vous serais obligé de vouloir bien donner à vos Services les instructions nécessaires pour l'application de ces dispositions nouvelles.

Pour le Ministre et par autorisation :
Le Directeur de la Dette inscrite,
J. PION.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

DÉCISION chargeant M. le Secrétaire Général. Thaly d'exercer par intérim les fonctions de Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 17 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1920, nommant M. le Gouverneur Guédès Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie;

Vu le radiotélégramme ministériel n° 96, du 14 octobre 1921,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. le Secrétaire Général THALY exercera par intérim, pour compter de ce jour, les fonctions de Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie.

Papeete, le 17 octobre 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

ARRÊTÉ approuvant le Compte administratif des recettes et des dépenses du Service Local (exercice 1920).

(Du 18 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le compte des opérations de recettes et de dépenses du Service Local pour l'exercice 1920;

Vu les articles 315, 318, 400 et 401 du décret du 30 décembre 1912, sur le Service financier des colonies;

Vu l'urgence et sous réserve de ratification en Conseil d'Administration,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les dépenses du Service Local, pour l'exercice 1920, constatées dans le Compte, sont arrêtées à la somme de..... 5.403.165⁹⁰

Les paiements effectués sur le même exercice, jusqu'à sa clôture, se sont élevés à..... 5.334.327 42

Et les dépenses restant à payer à..... 68.838⁴⁸

Art. 2. — Les crédits montant à..... 6.564.208 97 ouverts conformément au tableau indiquant l'origine des crédits et compris dans le Compte administratif, sont ramenés à la somme de..... 5.403.165 90

D'où une réduction de..... 1.161.043⁰⁷ de laquelle il convient de déduire le montant des restes à payer au 30 juin 1920..... 68.838 48

Reste..... 1.092.204⁵⁹

Les crédits du Budget du Service Local, exercice 1920, se trouvent, en conséquence, définitivement fixés à la somme de :

cinq millions trois cent trente-quatre mille trois cent vingt-sept francs quarante-deux centimes.

Art. 3. — Les droits et produits constatés au profit de la Colonie, au titre de l'exercice 1920, sont arrêtés à la somme de..... 5.866.278 44

Les recettes effectuées sur le même exercice jusqu'à l'époque de sa clôture, se sont élevées à.. 5.550.006 90.

Et les restes à recouvrer, à..... 316.271⁵⁴

Conformément à l'article 275 du décret du 30 décembre 1912, ces restes à recouvrer ont été reportés aux droits constatés de l'exercice 1921.

Art. 4. — Le résultat général des opérations de l'exercice 1920 est définitivement arrêté ainsi qu'il suit :

Recettes..... 5.550.006 90

Dépenses..... 5.334.327 42

Excédent de recettes..... 215.679⁴⁸

Art. 5. — La somme de deux cent quinze mille six cent soixante-dix-neuf francs quarante-huit centimes sera versée à la Caisse de réserve du Service Local.

Art. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 octobre 1921.

THALY.

ARRÊTÉ autorisant un prélèvement sur la Caisse de réserve d'une somme de 233.479 francs 64 centimes.

(Du 18 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie;

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu les nécessités budgétaires;

Vu l'urgence et sous réserve de ratification en Conseil d'Administration et de l'approbation du Ministre des colonies,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il sera prélevé sur la Caisse de réserve une somme de deux cent trente-trois mille quatre cent soixante-dix-neuf francs soixante-quatre centimes, destinée à faire face aux nécessités budgétaires de l'exercice 1921.

Art. 2. — Cette opération figurera en recettes au Chap. 5, article unique § 1^{er} : « Prélèvements sur la Caisse de réserve ».

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 octobre 1921.

THALY.

ARRÊTÉ portant de 10.000 francs à 22.500 francs, pour l'année 1921, la subvention allouée à la Commune de Papeete pour participation de la Colonie dans les dépenses d'entretien de la rue de Rivoli.

(Du 20 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu l'article 69 du décret du 8 mars 1887, instituant un Conseil municipal à Nouméa, rendu applicable à Tahiti par décret du 20 mai 1890;

Vu l'arrêté du 13 décembre 1912, allouant à la Municipalité une subvention spéciale par le Service Local, de 8.471 fr. 90, pour dépenses d'entretien de la rue de Rivoli et des quais;

Vu l'inscription de 10.000 fr. portée pour le même objet au Budget de 1918;

Vu le Budget de 1921, approuvé par décret en date du 24 juillet 1921;

Vu la lettre en date du 8 octobre 1921, du Maire de la Commune de Papeete demandant le mandatement de la subvention de 22.500 fr. inscrite au Budget de 1921,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La subvention allouée à la Commune de Papeete, pour participation de la Colonie aux dépenses d'entretien de la rue de Rivoli, est portée, pour l'année 1921, de 10.000 fr. à *vingt-deux mille cinq cents francs*.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 octobre 1921.

THALY.

DÉCISION chargeant M. Chadourne (Marc) de la légalisation des actes à transmettre hors de la Colonie et de ceux venant de l'étranger.

(Du 20 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu les nécessités du Service,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Délégation de la signature pour la légalisation des actes à transmettre hors de la Colonie et ceux venant de l'étranger, est donnée à M. Chadourne (Marc), Chef de Cabinet du Gouverneur.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 20 octobre 1921.

THALY.

ARRÊTÉ ouvrant au Budget autonome de l'Hôpital civil de Papeete, exercice 1921, divers crédits supplémentaires s'élevant ensemble à la somme de 35.000 francs.

(Du 22 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté du 9 mars 1908, portant organisation du Service hospitalier dans la Colonie, ensemble l'arrêté modificatif du 14 janvier 1911;

Vu l'arrêté ministériel du 2 août 1912, portant règlement sur le fonctionnement des hôpitaux aux colonies;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Sur le rapport du Directeur du Service de Santé;

Vu l'urgence et sous réserve de ratification en Conseil d'Administration,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est ouvert au Budget autonome de l'Hôpital civil de Papeete, exercice 1921, des crédits supplémentaires s'élevant ensemble à la somme de *trente-cinq mille francs*, se répartissant ainsi qu'il suit :

CHAPITRE II.

Art. 1 ^{er} . — Alimentation.....	31.800 ^{fr}
— 4. — Blanchissage.....	3.000 ^{fr}
— 12. — Dépenses d'exercices clos.....	200 ^{fr}
Total.....	<u>35.000^{fr}</u>

Art. 2. — Il sera pourvu à la réalisation de ces crédits au moyen des ressources du Budget de l'exercice en cours.

Art. 3. — Le Directeur du Service de Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 octobre 1921.

THALY.

Par le Gouverneur:

Le Directeur du Service
de Santé,
D^r BOURRAGUÉ.

ARRÊTÉ prononçant la fermeture des Cercles "Si Ni Tong", "Association philanthropique chinoise" et "Kuo Ming Tang".

(Du 22 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté du 24 août 1875, fixant les attributions des Chefs de Congrégation chinoise;

Vu l'arrêté du 18 décembre 1916, autorisant la création et le fonctionnement du Cercle "Si Ni Tong" à Papeete;

Vu l'arrêté du 20 mai 1921, autorisant la création et le fonctionnement de l'"Association philanthropique chinoise de l'Océanie" dans la ville de Papeete;

Vu l'arrêté du 24 août 1921, autorisant la création et le fonctionnement du Cercle "Kuo Min Tang";

Vu le rapport du Commissaire de Police, en date du 21 octobre 1921;

Vu l'avis du Chef du Service Judiciaire,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les Cercles "Si Ni Tong", "Association philanthropique chinoise de l'Océanie" et "Kuo Min Tang" sont fermés jusqu'à nouvel ordre.

Art. 2. — Les scellés seront apposés par les soins du Commissaire de Police sur les locaux où siègent les Cercles ci-dessus dénommés.

Art. 3. — Les bris de scellés seront poursuivis et punis conformément aux articles 249 et suivants du Code pénal.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 octobre 1921.

THALY.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service Judiciaire p. i.,

G. ANTIER.

ARRÊTÉ modifiant l'art. 1^{er} de l'arrêté du 1^{er} avril 1914, sur la tenue de la comptabilité de la pharmacie de l'Hôpital civil.

(Du 22 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté du 9 mars 1905, modifié par l'arrêté du 14 janvier 1911, sur l'organisation et le fonctionnement du Service hospitalier dans la Colonie;

Vu l'arrêté du 1^{er} avril 1914, pris en conformité du rapport de l'Inspection des Colonies, concernant le fonctionnement de l'Hôpital de Papeete;

Vu la lettre n° 3, en date du 13 septembre, du Pharmacien-major Liot, chargé de la pharmacie de l'Hôpital;

Sur la proposition du Directeur du Service de Santé,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'arrêté précité du 1^{er} avril 1914 est modifié ainsi qu'il suit :

Le Pharmacien tient les registres suivants :

1° Le Livre-Journal des entrées et des sorties des médicaments et objets de pansement;

2° Registre-balance;

3° Registre des préparations effectuées à la pharmacie.

Il établit les pièces suivantes :

1° Etats trimestriels des cessions aux divers Services de la Colonie;

2° Relevé trimestriel des consommations de l'Hôpital;

3° Inventaire annuel des médicaments et objets de pansement restant au 31 décembre.

Art. 2. — Le Directeur du Service de Santé est chargé de l'exé-

cution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 octobre 1921.

THALY.

Par le Gouverneur :

Le Directeur du Service de Santé,

D^r BOURRAGUÉ.

ARRÊTÉ fixant à 1.000 francs l'avance à faire à l'Econome de l'Hôpital civil, pour menues dépenses.

(Du 28 octobre 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté du 9 mars 1908, portant organisation du Service hospitalier dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu l'arrêté du 14 janvier 1911, portant modification de l'arrêté du 9 mars 1908 organisant le Service hospitalier;

Sur le rapport du Chef du Service de Santé,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Une avance de mille francs sera faite à l'Econome de l'Hôpital, pour lui permettre d'assurer les menues dépenses de cet établissement.

Cette avance sera imputée au Chapitre II, article 1^{er}, du Budget de l'Hôpital civil.

Art. 2. — Le Chef du Service de Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 octobre 1921.

THALY.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service de Santé,

D^r BOURRAGUÉ.

EXTRAITS

Par arrêté du Gouverneur, n° 521, en date du 17 octobre 1921, le nommé Léon Terii, fils de Atanui a Terii et de Hapaitahoa a Mato, condamné à un an de prison pour soustraction frauduleuse, par jugement du Tribunal correctionnel de Papeete en date du 13 avril 1921, est admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.

Par décision du Gouverneur, n° 522, en date du 18 octobre 1921, M. Brault (Léonce) père, Défenseur près les Tribunaux de la Colonie, est nommé provisoirement Juge *ad hoc* au Tribunal Supérieur.

Les fonctions provisoires attribuées à M. Brault (Léonce) père, sont strictement limitées à la connaissance, comme Juge *ad hoc* au Tribunal Supérieur, des poursuites disciplinaires intentées contre

M. Bertrand (Marius), Défenseur, et à la délibération qui s'en suivra.

Par décision du Gouverneur, n° 525, en date du 18 octobre 1921, le nommé Yang Tong, n° 2115, interné à l'asile des aliénés de Papeete, sera mis en liberté à compter du 19 octobre 1921.

Par décision du Gouverneur, n° 526, en date du 19 octobre 1921, une bourse entière à l'Ecole Centrale de Papeete est accordée, pour les années scolaires 1921-1924, à l'enfant Taputu a Tehio, du district de Moeraï (Ile Rurutu).

Par décision du Gouverneur, n° 527, en date du 19 octobre 1921, M. Gentil (Henri), Chef de Bureau de 2^{me} classe des Secrétariats Généraux, est désigné pour remplir les fonctions de Censeur administratif de la Succursale de la Banque de l'Indo-Chine de Papeete.

Par décision du Gouverneur, n° 528, en date du 19 octobre 1921, dispense de la production de son acte de naissance et de l'acte de décès de sa mère est accordée à M^{lle} Hélène Teura a Teuatoto, à l'effet de contracter mariage avec M. Tahurai a Nakenake.

Par décision n° 54, de M. l'Administrateur des Iles-Sous-le-Vent, approuvée par le Gouverneur à la date du 19 octobre 1921 :

1° MM. Teriipaia a Peu et Tauria a Tavae, Agents de police du district d'Opoa, sont licenciés de leur emploi à compter du 1^{er} août 1921 ;

2° M. Fareruahau a Natua, Chef du district d'Opoa, remplira cumulativement avec ses fonctions celles d'Agent de police, en remplacement de MM. Teriipaia a Peu et Tauria a Tavae, licenciés.

Par décision, n° 55, de M. l'Administrateur des Iles-Sous-le-Vent, approuvée par le Gouverneur à la date du 19 octobre 1921 :

1° La démission de M. Tehuitotoa a Hopuarii, Chef du district de Tumaraa, est acceptée pour compter du 1^{er} août 1921 ;

2° L'emploi de Chef de district a Tumaraa est supprimé à partir du 1^{er} août 1921 ;

3° M. Guillots, Instituteur a Tumaraa, est chargé de la comptabilité et de la surveillance des prestations dans ce district et, par l'intermédiaire du mutui, transmettra à la population les ordres de l'Administrateur.

Par arrêté du Gouverneur, n° 529, en date du 20 octobre 1921, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Lévy (Emile), à l'effet de contracter mariage avec M^{me} Avery (Louise-Marian).

Par décision du Gouverneur, n° 532, en date du 20 octobre 1921, M. Gentil (Henri), Chef de Bureau des Secrétariats Généraux des colonies, est désigné pour remplir les fonctions de Censeur de la Caisse Agricole.

Par décision du Gouverneur, n° 533, en date du 21 octobre 1921, M. Langomazino (Paul-Marcel) est nommé Brigadier de police de 2^{me} classé à Papeete.

Par arrêté du Gouverneur, n° 535, en date du 22 octobre 1921, M. Lafforgue, Commis de 2^{me} classe du Secrétariat Général, chargé du Service des Pensions, est nommé Secrétaire général du Comité

colonial des Pupilles de la Nation, en remplacement de M. Buillard (Joseph), Commis principal du Secrétariat Général.

Par arrêté du Gouverneur, n° 537, en date du 22 octobre 1921, dispense de la production de son acte de naissance et de son jugement de divorce est accordée à M^{me} Louise-Marian Avery, en vue de contracter mariage avec M. Lévy (Emile).

Par décision du Gouverneur, n° 539, en date du 22 octobre 1921, la démission offerte par M. Taimano a Maono, de son emploi d'ouvrier de 4^{me} classe de l'Imprimerie du Gouvernement, est acceptée pour compter du 7 octobre 1921.

Par arrêté du Gouverneur, n° 540, en date du 25 octobre 1921, dispense de la production de son acte de naissance et du consentement de ses père et mère, est accordée à M. Paul A. Schlockow, à l'effet de contracter mariage avec M^{lle} Ura a Taae.

Par décision du Gouverneur, n° 541, en date du 25 octobre 1921, M. Varoaitematai a Teroomahiti, premier Conseiller de district, est nommé Vice-Président du Conseil du district de Haapiti, en remplacement de M. E. Paquier, démissionnaire.

Par décision du Gouverneur, n° 542, en date du 25 octobre 1921, la démission offerte par M. Redeuilh (Edouard), de son emploi d'Agent sanitaire chargé de l'asile des aliénés à Papeete, est acceptée à compter du 25 octobre 1921.

M. Rayapain (Pierre), Surveillant des Travaux publics, est nommé, par assimilation de traitement, Agent sanitaire de 4^{me} classe. Il remplira en cette qualité les fonctions de régisseur de l'asile des aliénés à Papeete, à compter du 25 octobre 1921.

Par décision du Gouverneur, n° 544, en date du 26 octobre 1921, MM. Mauarii a Moeroa, Motoiapa a Teaea, Taumihau a Timiona et Papaura a Utai sont nommés Agents de police de 2^{me} classe à Papeete.

Par décision du Gouverneur, n° 544 bis, en date du 26 octobre 1921, M. Aumaitre (Jacques), Chef de brigade de 4^{me} classe de Gendarmerie, remplira provisoirement les fonctions de Commissaire de Police adjoint à Papeete.

Par décision du Gouverneur, n° 546, en date du 27 octobre 1921, M. Brunet, Commis de 2^{me} classe du Secrétariat Général, est mis, à Uturoa, à la disposition de l'Administrateur des Iles-Sous-le-Vent.

Par décision du Gouverneur, n° 548, en date du 28 octobre 1921, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Cadet (Paul-Jean-Baptiste), à l'effet de contracter mariage avec M^{me} V^{ve} Tessier.

Dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M^{me} V^{ve} Tessier, née Angéline Reveillon, à l'effet de contracter mariage avec M. Cadet (Paul).

Par décision du Gouverneur, n° 550, en date du 31 octobre 1921, M. Rayappin, Commis auxiliaire principal de 1^{re} classe au Secrétariat Général, est chargé des fonctions de garde-meubles pour les Hôtels du Gouverneur, du Secrétariat Général et l'immeuble mis à la disposition du Chef de Cabinet, en remplacement de M. Brunet, mis à la disposition de M. l'Administrateur des Iles-Sous-le-Vent.

AVIS OFFICIELS

SERVICE TOPOGRAPHIQUE

Avis.

Le public est prévenu que les opérations de délimitation des terres prévues par l'arrêté du 4 octobre 1913, commenceront dans le district de Faâa, à partir du 1^{er} janvier 1922.

Les propriétaires des terrains compris dans les limites du district sus-indiqué, ou leurs ayants droit, sont invités à se trouver présents sur leurs terres lors des dites opérations de bornage ou à s'y faire représenter par mandataires réguliers.

Les opérations devant se faire tant en leur présence qu'en leur absence, les bornages, en ce qui concerne les absents, ne seront pas définitifs; les plans qui seront dressés et les procès-verbaux de ces bornages resteront déposés pendant six mois à la Chefferie du district, où les intéressés pourront en prendre connaissance.

Pendant ce délai, les intéressés défaillants pourront former opposition au résultat des opérations; mais il ne sera donné suite qu'après consignation des frais de transport sur les lieux du géomètre et des autorités judiciaires, lesquels demeureront toujours à la charge des opposants.

Afin d'éviter aux propriétaires intéressés des frais toujours onéreux, l'Administration les invite instamment à se faire représenter aux premières opérations de bornage.

Papeete, le 20 octobre 1921.

Le Chef du Service Topographique,

J.-L. MARCILLAC.

Vu et Approuvé:

Le Gouverneur p. i.,

THALY.

OHIPA TANIUNIU RAA FENUA

Parau faaite.

Te faaite hia'tu nei te mau taata'toa, e haamata hia, i roto i te mataeinaa Faâa, mai te mahana matamua no tenuare 1922, te mau ohipa ta otia'raa fenua, tei faataa hia e te faaueraa no te 4 atete 1913.

Te mau fatu no te mau fenua e vai i roto i na otia rahi o teie mataeinaa i nia nei, e aore te au ia mono mai, te titau hia'tu nei ratou e tia hia mai i nia i to ratou mau fenua i te mahana e ohipa hia'i te ta otia'raa e aore te feia tei haamana mau hia e ratou ra.

No te mea, e ohipa hia teie taotia raa mai te tae e te tae ore mai ratou, te mau taotia raa, no nia i te mau fatu fenua aore i tae mai, aore ia e faa hope roa hia; te mau hohoa niuniu raa fenua te rave hia e oia'toa te mau faataa raa parau papai no taua mau taotia raa ra, e vaiho hia ia i te Fare Hau o te mataeinaa e ono avae, ei reira e tia'i i te mau fatu fenua i te hiopoa.

I roto i taua area taimé nei te mau fatu fenua aore i tae mai i te mahana taotia raa, e nehenehe ia ratou i te patoi i te mau ohipa i rave hia; teie ra, e faarii hia'tu te horo raa, i muri'ae i te pee raa te mau taimé no te taitai raa i nia i te tino o te fenua, i te taata taniuniu e te mau haava; na te mau feia i horo mai e o ratou hoe roa ra aufau i taua mau taimé nei.

Ia ore hoi ia faatae hia i nia i te mau fatu fenua; taua mau taimé teiaha ra, te titau tamau nei te Hau i te mau fatu fenua, ia mono mau hia mai ratou i te mau ohipa taniuniu raa matamua.

Papeete, i te 20 atopa 1921.

Te Raatira no te Ohipa niuniu raa,

J.-L. MARCILLAC.

Hio hia e faatia hia:

Te Tavana Rahi mono,

THALY.

SERVICE DES CONTRIBUTIONS.

Avis concernant les négociants et patentés.

MM. les négociants et patentés de toutes catégories qui auraient l'intention de cesser leur commerce ou leur industrie, sont invités à en faire la déclaration au bureau des Contributions avant le 1^{er} janvier 1922.

Faute par eux de se conformer au présent avis, ils continueront à figurer au rôle des Contributions pour l'année prochaine.

Avis au sujet de la taxe sur les chiens.

L'Administration rappelle au public que, conformément au décret du 16 juin 1892, les possesseurs de chiens doivent faire leur déclaration à partir du 1^{er} octobre de chaque année jusqu'au 15 janvier de l'année suivante, date extrême.

Toutefois il n'est nécessaire de renouveler cette formalité que lorsque le nombre de chiens, précédemment déclarés, a varié depuis l'époque de la dernière déclaration, par augmentation ou diminution.

Parau faaite.

Te faaite faahou nei te Hau i te mau taata ato'a, e mai te au i te faaue raa mana no te 16 no tiunu 1892, e faaite ia te mau taata e uri ta ratou, i taua mau uri ra i te mau matahiti ato'a mai te hoe no atopa i te mau matahiti, e tae noa'tu i te 13 no tenuare no te matahiti i muri mai, o te taimé hopea ia.

Note mau faaite raa uri i hope ae'nei i te rave hia, e au ia ia faaapi hia mai te mea e ua huru'e te rahi raa o te uri (iti raa, rahi raa); mai te mea ra e o taua rahi raa tahito ra, aita ia e faaite raa api no te faahurue raa.

Avis au sujet de la taxe sur les voitures.

L'Administration rappelle au public les dispositions de l'arrêté du 30 octobre 1913, établissant une taxe sur les véhicules et rendant obligatoire la déclaration de possession :

Les déclarations ne doivent pas être renouvelées chaque année. Elles doivent seulement être modifiées au cas de changement, soit dans les bases de la taxe, soit dans le lieu de son imposition.

Les déclarations sont faites ou modifiées le 31 janvier au plus tard.

Les déclarations de possession en cours d'année de nouveaux véhicules doivent être faites dans les 30 jours de la date des faits qui motivent l'imposition.

En cas de déclaration de mutation dans la possession du véhicule, il n'est pas tenu compte de l'imposition du précédent possesseur, qui reste imposé jusqu'à la fin de l'année.

La radiation des matrices des véhicules non utilisés n'est pas admise. Cette radiation n'est due que lorsque la matière imposable a perdu absolument sa destination.

Avis.

Conformément à l'article 37 de l'arrêté du 16 février 1881, portant règlement sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes, les matrices pour l'année 1921, devant servir à l'établissement des rôles des patentes, de l'impôt personnel, de la prestation, de l'impôt sur la propriété bâtie et de la taxe sur les voitures seront tenues à la disposition des contribuables, au bureau des Contributions directes, du 12 au 23 décembre 1921, inclusivement.

INSCRIPTION MARITIME

Avis.

Une **pirogue de plaisance**, à l'état de neuf, a été recueillie en mer, le 10 octobre 1921, à 4 milles 1/2 au Nord-Ouest de Makatea, paraissent venir de la direction d'Apataki.

Les caractéristiques de cette pirogue sont les suivantes:

Longueur de la coque.....	6 m. 80
Longueur du bout-dehors à l'arrière.....	7 m. 40
Largeur au centre.....	0 m. 57
Creux.....	0 m. 60
Pontée à l'avant sur une longueur de.....	2 m. 20
— à l'arrière —.....	0 m. 90

Avant à guibre, avec bout-dehors de 0 m. 60 à sous-barbe en câble d'acier.

Pour plus amples renseignements, s'adresser à M. l'Administrateur de l'Inscription Maritime à Papeete, ou à M. Garet, Agent spécial à Makatea.

ETAT des sommes perçues, par souscriptions publiques, pour l'érection d'un monument à la mémoire des enfants des Etablissements français de l'Océanie morts pour la Patrie.

(Suite.)

Report de la 4 ^e liste.....	22.207 ¹ 30
Souscriptions de la population de l'île Takaroa (Tuamotu).....	66 50
Total.....	22.273 ¹ 80

Papeete, le 27 octobre 1921.

Le Chef du Service Topographique,
J.-L. MARCILLAC.

PARTIE NON OFFICIELLE

STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

COMMUNE DE PAPEETE

Mois de septembre 1921.

Naissances.

	SEXE masculin	SEXE féminin	TOTAUX
FRANÇAIS:			
Européens.....	3	3	6
Métis.....	4	»	4
Indigènes.....	7	1	8
ETRANGERS:			
Asiatiques.....	1	»	1
Totaux.....	15	4	19

Décès.

	SEXE masculin	SEXE féminin	TOTAUX
FRANÇAIS:			
Européens: de 15 à 50 ans.....	1	»	1
— au-dessus de 50 ans....	1	»	1
Indigènes: morts-nés.....	1	»	1
— de 0 à 5 ans.....	3	2	5
— de 5 à 15 ans.....	»	3	3
— au-dessus de 50 ans....	2	»	2
ETRANGERS:			
Asiatiques.....	1	»	1
Totaux.....	9	5	14

Causes des décès.

Tuberculose.....	2	Mort-né.....	1
Grippe.....	1	Coqueluche.....	3
Affections pulmonaires.....	2	Tétanos.....	1
Athrepsie.....	2	Divers.....	2

Mariages.

M. Grand (Henri-Ernest-Vital) et M^{lle} Mata a Tuihutu.
M. Tauarua a Tavita et M^{lle} Moerai a Tutea.
M. Richmond (Isidore) et M^{lle} Sarah Tumahai.
M. Tevivirau a Peni et M^{lle} Rahea a Faremata Maruake.

Aperçu nosologique.

Le chiffre des naissances dépasse de cinq, ce mois-ci, le chiffre des décès. Mais sur les quatorze décès produits, il y a lieu de noter que huit intéressent des enfants de trois mois à sept ans, morts, la plupart, par défaut d'hygiène et manque de soins.

CAISSE AGRICOLE

Etablissement de crédit public dépendant du Service Local, fonctionnant sous sa surveillance et sa garantie.

Situation au 1^{er} octobre 1921.

ACTIF.		
1^{re} Opérations principales.		
Prêts divers à longs termes (sur hypothèques de propriétés rurales).....	674.056 ^f 24	
Terrains vendus ou cédés à terme.....	267.195 33	
Avances de premier établissement.....	"	941.251 ^f 37
2^{re} Opérations accessoires.		
Effets à recouvrer.....	43.461 39	
Prêts sur hypothèques de propriétés de ville.....	495.755 80	
Achats de titres.....	4.000 "	
Inscription hypothécaire sur les biens du comptable en garantie de sa gestion...	4.000 "	517.217 19
3^{re} Divers.		
Immeubles divers.....	73.123 96	
Mobilier.....	1.739 20	
Caisse.....	103.153 "	
Correspondants divers.....	34.803 81	
Avances à régulariser.....	902 49	
Intérêts sur ventes et prêts.....	15.734 54	
Prêts au Service Local.....	170 "	
Divers débiteurs.....	456 37	
Intensification de la production du sol (avance remboursable au Service Local).....	517 75	230.546 12
		1.689.014 ^f 88
PASSIF.		
Dépôts.....	1.406.081 99	
Cautionnement du comptable.....	8.000 "	
Prêts au Service Local.....	"	
Avances faites par le Service Local, pour couvrir le montant des traites tirées par les Agents spéciaux.....	15.000 "	
Succession Teihoarii a Haereraaroa.....	60.200 "	
Succession F. Holozet.....	6.250 "	4.495.531 99
Capital ou balance en faveur de la Caisse.....		193.482 ^f 89

Mouvement de la Caisse Agricole en septembre 1921.

DÉSIGNATION DES COMPTES	RECETTES	DÉPENSES
Effets à recouvrer.....	1.391 28	"
Prêts divers à longs termes.....	23.120 67	"
Terrains vendus ou cédés à terme.....	3.421 04	"
Frais généraux.....	"	3.183 61
Intérêts divers sur ventes et prêts.....	4.778 31	"
Dépôts.....	135.978 70	113.178 59
Intérêts sur les dépôts.....	"	802 21
Avances à régulariser.....	2 "	175 04
Correspondants divers.....	"	6.370 24
Prime perçue sur traites délivrées pendant le mois.....	"	"
Recettes diverses.....	23 "	"
Intensification de la production du sol (avance remboursable au Service Local).....	351 84	"
Service Local : son compte Agences.....	"	"
Immeubles divers.....	400 96	"
Totaux du mois.....	169.467 ^f 80	123.709 ^f 69
L'encaisse au 1 ^{er} septembre 1921 était de.....	57.399 89	"
Soit.....	226.867 69	"
Les dépenses du mois s'étant élevées à.....	123.709 69	"
Il reste en caisse, au 1 ^{er} octobre 1921....	103.158 ^f "	"

Résumé des opérations du mois.

Le capital, au 1 ^{er} septembre 1921, était de.....		186.056 ^f 27
L'Avoir du compte <i>Profits et Pertes</i> s'est augmenté pendant le mois :		
Des intérêts échus :		
Sur les terrains vendus ou cédés,	999 79	
Sur les prêts divers à longs termes....	10.374 ^f 29	
Sur les prêts sur cautions.....	14 56	
Sur avances de 1 ^{er} établissement.....	"	
Sur nos dépôts au Crédit Lyonnais....	"	
Sur divers débiteurs.....	"	
Sur intensification de la production du sol (avance remboursable au Service Local).....	1 80	
Des recettes diverses.....	23 "	
De la prime perçue sur traites délivrées pendant le mois.....	"	
		11.413 44
		197.468 ^f 71
Le Débit de ce compte comprend :		
Les frais généraux du mois.....	3.183 61	
Les intérêts sur dépôts payés pendant le mois.....	802 21	
		3.985 82
Le capital, au 1 ^{er} octobre 1921, est de.....		193.482 ^f 89

Certifié conforme aux écritures :

Le Secrétaire-trésorier,

H. VILLIERME.

Vu et vérifié :

Le Chef du 1^{er} Bureau,
SIDOINE.

Vu :

Le Président,
P. HÉRAULT,

Vu :

Le Censeur,
THALY.

BANQUE DE L'INDO-CHINE

SUCCURSALE DE PAPEETE

Situation au 30 septembre 1921.

Capital: 72.000.000 fr.

Privilégiée par décrets des 21 janvier 1875, 20 février 1888, 16 mai 1900, 3 avril 1901 et 4 janvier 1920.

ACTIF

Numéraire en caisse.....	1.393.263 ^f 05
Dépôt au Trésor à Paris en garantie de la circulation.....	730.700 "
Portefeuille et avances diverses.....	6.091.269 41
Administration centrale et correspondants.....	2.935.348 86
Comptes d'ordre et divers.....	4.321.276 51
	15.471.857 ^f 83

PASSIF

Billets de banque au porteur en circulation.....	6.900.795 ^f "
Comptes courants et de dépôts.....	1.883.771 48
Effets à payer.....	14.157 85
Comptes d'encaissement.....	390.052 33
Administration centrale et correspondants.....	509.163 39
Comptes d'ordre et divers.....	5.773.917 78
	15.471.857 ^f 83

Papeete, le 30 septembre 1921.

Le Directeur p. i.,
A. DE LA VALLÉE.

ANNONCES JUDICIAIRES

Insertion faite en exécution de l'article 32 du décret
du 28 novembre 1866.

Le Greffier des Tribunaux de Papeete (île Tahiti) informe M. FAATAU a RUAI, sans domicile ni résidence connus, qu'une requête en divorce a été déposée au greffe le 24 octobre 1921 par la dame TAHA a FATUMA, son épouse, et que M. le Président a fixé au 15 novembre 1921, à 8 heures, l'audience à laquelle sera appelé le procès pendant entre lui et ladite dame Taha a Fatuma, son épouse.

En conséquence, M. Faatau a Ruai est invité à se présenter à l'audience aux jour et heure indiqués, s'il ne veut être jugé par défaut.

Le Commis Greffier,
PENI.

Etude de M^e L. SIGOGNE, Défenseur à Papeete, rue de Rivoli.

Extrait prescrit par l'article 770 du Code civil.

Le Tribunal civil de Première instance de Papeete, par jugement en date du dix-neuf avril mil neuf cent vingt et un, enregistré, rendu sur la requête de M. OLIVER TERIMANA-JAMES, propriétaire, demeurant à Papeete; a donné acte à M. Oliver de sa demande d'envoi en possession de la succession de M^{me} FAAOFATUAIFARETOU a VAIAFATA, de son vivant propriétaire, son épouse, décédée à Papeete, le dix octobre mil neuf cent dix-huit, sans laisser aucun héritier connu au degré successible, et, avant de faire droit sur ladite demande, a prescrit l'exécution des formalités de publication voulues par la loi.

Pour extrait certifié conforme par le Défenseur soussigné,
A Papeete, le vingt-six octobre mil neuf cent vingt et un.

L. SIGOGNE, Défenseur.

Etude de M^e G. VINCENT, Notaire à Papeete.

VENTE

PAR ADJUDICATION AMIABLE.

Le **Lundi 9 Novembre prochain**, à 2 heures de l'après-midi, à Papeete, rue de la Glacière, en l'Etude de M^e VINCENT, Notaire à ladite résidence, et par le ministère dudit M^e Vincent, il sera procédé à l'adjudication amiable, au plus offrant et dernier enchérisseur, des immeubles ci-après désignés, sis à Papeete.

Désignation:

1^{er} Lot.

Une parcelle de la terre "ATEIVI", sise rue des Beaux-Arts, d'une superficie approximative de 761 m. carrés 15, et toutes les constructions y édifiées, sur la mise à prix de..... 48.000 fr.

2^{me} Lot.

Une autre parcelle de la même terre "ATEIVI", sise au coin formé par l'intersection de la rue des Beaux-Arts et de la rue de Nansouty, d'une superficie d'environ 695 m. car-

rés 20, et toutes les constructions y édifiées, sur la mise à prix de..... 60.000 fr.

3^{me} Lot.

Une autre parcelle de la même terre "ATEIVI", sise au coin formé par l'intersection de la rue de Nansouty et de la rue de la Mission, d'une contenance approximative de 469 m. carrés 75, et toutes les constructions y édifiées, sur la mise à prix de..... 40.000 fr.

4^{me} Lot.

Une autre parcelle de la même terre "ATEIVI", sise rue de la Mission, d'une superficie d'environ 974 m. carrés, et toutes les constructions y édifiées, sur la mise à prix de..... 95.000 fr.

5^{me} Lot.

Une autre parcelle de la même terre "ATEIVI", sise également rue de la Mission, d'une contenance de 244 m. carrés 20 environ, et les constructions y édifiées, sur la mise à prix de..... 23.000 fr.

Les prix seront payables moitié comptant et moitié dans un délai de 2 ans, avec faculté d'anticipation. Intérêts 8%. Faculté de réunion des 1^{er} et 2^{me} lots et des 3^{me}, 4^{me} et 5^{me} lots.

Pour tous renseignements s'adresser à M^e VINCENT, rédacteur du cahier des charges, et à MM. VILLIERME et G. LAMBERT. On peut traiter amiablement avant la vente.

G. VINCENT, Notaire.

ANNONCES DIVERSES

A VENDRE

Une propriété située au quartier d'HAMUTA, district de Pirae, à 2 kilomètres de Papeete, comprenant:

1^o Une terre de 6 hectares environ, sise en bordure et au Sud de la route de ceinture sur laquelle elle mesure 500 mètres environ. Elle est limitée à l'Ouest par la rivière d'Hamuta et à l'Est par la propriété Gifford. — Prix: 1 fr. 50 le mètre carré.

2^o Deux parcelles de terre, d'un seul tenant, d'une superficie de 4 hectares environ, limitées à l'Est par un chemin vicinal conduisant de la route de ceinture à la mer, et traversées à l'Ouest par la rivière d'Hamuta. — Prix: 2 fr. 25 le mètre.

Sur ces deux dernières terres se trouvent trois petites constructions en bois, couvertes en tôle.

Ces terres sont desservies par la conduite d'eau de Pirae.

Le tout entouré de clôtures en fil de fer.

S'adresser à M. VINCENT, Notaire à Papeete.

RHUM DU MARIN

LIQUEURS DE LUXE.

ANISETTE — CACAO — TRIPLE-SEC
CHERRY-BRANDY — COGNAC.

P. GARINEAU
à CAUDÉRAN (Gironde).

SERVICE DE SANTE

OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES DU MOIS DE SEPTEMBRE 1921.

Station de Papeete (Hôpital).

Latitude : 17° 31' 39" Sud. — Longitude de Paris : 151° 54' 30" Ouest ; en temps : 10 h. 7' 38'.

DATES	TEMPÉRATURE				HUMIDITÉ RELATIVE en 100		PRESSIONS CORRIGÉES A ZÉRO		VENT		ÉTAT DU CIEL, NUAGES		PLUIE en millimè- tres	OBSERVATIONS
	MINIMA	MAXIMA	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES		
1	18.8	30.0	25.9	27.7	68	72	761.3	759.1	N-E	S-E	0	3	»	
2	18.0	30.0	25.3	27.5	73	52	762.0	759.5	N	N-E	0	1	»	
3	17.5	30.5	26.0	27.0	69	70	761.7	760.1	N-E	N-E	5	3	»	
4	18.0	30.0	25.9	27.1	65	70	761.4	759.0	N-E	N-E	0	1	»	
5	18.5	31.1	26.0	27.2	69	76	760.3	759.2	N-O	N-E	0	9	»	
6	17.6	30.6	26.8	27.2	65	76	760.7	758.6	N-E	N-O	0	6	»	
7	19.1	32.1	26.3	28.1	75	62	760.9	758.9	N	S-O	0	1	gouttes	
8	17.7	31.7	26.1	28.7	69	54	762.2	758.9	E	N-E	1	0	»	
9	16.5	30.7	25.2	27.8	65	65	761.2	760.1	N-E	N-E	1	5	»	
10	19.0	30.6	25.5	27.0	79	70	760.6	756.8	N-E	N-E	2	4	gouttes	
11	18.1	30.7	26.0	27.9	72	70	760.1	759.4	N-O	N-O	1	3	»	
12	18.0	30.0	26.0	24.8	69	77	759.9	759.2	N	S-E	1	10	»	
13	19.5	30.7	26.9	27.0	64	70	761.7	759.5	S-O	N-E	2	2	»	
14	18.0	31.2	26.9	27.8	77	61	761.9	759.9	N-E	N-E	3	7	»	
15	18.1	31.1	26.9	27.9	70	67	761.9	759.5	N-E	N-O	3	5	»	
16	18.1	30.5	27.1	28.5	72	61	761.8	759.1	N-O	S-O	3	4	»	
17	18.9	26.5	24.0	26.0	83	76	760.7	760.1	N-E	S-O	10	10	8.3	
18	18.7	28.7	22.9	26.9	91	56	762.0	759.9	S-O	N-E	10	10	5.9	Vent violent à 9 h. 3/4 du matin.
19	19.9	30.9	28.1	27.0	59	70	761.9	760.3	N-E	N-E	3	5	»	
20	18.3	30.5	28.0	27.1	57	62	761.8	758.7	N-E	N	3	4	»	
21	19.9	31.9	25.3	27.9	73	58	760.7	758.8	N-E	N-E	9	7	0.4	
22	18.0	30.8	26.8	27.5	67	66	761.3	759.4	N	N-E	5	6	»	
23	18.0	30.6	26.8	27.8	64	61	761.3	758.7	N	N-E	1	1	»	
24	19.0	31.4	28.0	27.3	63	70	761.5	758.9	N-O	E	2	4	»	
25	18.7	30.5	23.2	26.8	73	64	761.1	758.0	N-E	N-E	10	7	0.4	
26	17.8	30.6	27.9	27.0	61	64	759.7	757.8	N-E	N	0	2	»	
27	20.0	33.0	26.8	28.0	64	64	759.8	756.4	N	N	1	1	»	
28	20.8	31.2	27.9	27.1	65	68	759.2	756.5	N-E	N-E	9	8	»	
29	19.9	31.3	29.0	28.0	65	65	759.1	757.5	N-E	N-E	1	1	»	
30	19.8	31.8	26.8	27.8	71	72	759.9	757.7	N-E	N	7	8	1.6	
Moyenne	18.5	30.7	26.3	27.4	69	66	761.0	758.8	Pluie totale.				46mm 3	5 jours de pluie.

Le Pharmacien Major de 2^e classe,
LIOT.Vu :
Le Chef du Service de Santé,
D^r BOURRAGUÉ.